

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 11 MAI 1979 - N° 913

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Procès du 23 mars : libération de tous les inculpés !

C'est jeudi après-midi que commençait le procès en appel des manifestants interpellés le 23 mars et lourdement condamnés. C'est le Parquet, qui estimant que les condamnations étaient insuffisantes, a fait appel.

L'Union départementale de la CFDT et du SGEN Paris appelaient à se rassembler dès 13 heures sur le parvis de Notre-Dame pour exiger la libération de « tous les inculpés du 23 mars ».

De son côté la coordination lycéenne a fait circuler une « lettre ouverte d'étudiants et de lycéens » qui a déjà recueilli des milliers de signatures pour la « libération immédiate de tous les inculpés ». Une assemblée de 200 lycéens regroupant plus de 30 établissements de la région parisienne, réunie sur l'initiative de la coordination a lancé un appel à la grève générale dans les lycées et facultés jeudi 10 mai.

Tous les inculpés du 23 mars doivent être acquittés et libérés !

Sidérurgie : une combativité qui ne se dément pas

Lire en page 3
la situation à Longwy
et à Fos-sur-Mer

Dans
**Le Quotidien
du Peuple
du samedi
12 mai**

Contraires
au sein du peuple
A propos
de l'élargissement
de l'Europe

Le PCF et l'URSS :
Un soutien
qui n'a pas faibli

23^e congrès du PCF Un congrès prêt à avaliser le rapport Marchais

Pour la libération de Sabata, les militants critiques manifestent devant l'ambassade de Tchécoslovaquie jeudi à 18 h



Le début de la seconde journée a été marqué par une violente intervention de Mazaucic contre les opposants, intervention qui a été vigoureusement applaudie par les quelques 2 000 délégués.

Claude Frioux, un des auteurs de « L'URSS et nous » tenait à la tribune des propos plus nuancés, qui ne recueillaient que de maigres applaudissements.

Cette image est le fidèle reflet d'un congrès acquis par avance aux thèses de la direction du PCF que Marchais a rappelées dans son rapport.

Les critiques ne s'exprimeront probablement pas en ce lieu ; par contre, les militants critiques n'entendent pas rester silencieux. Leur initiative devant l'ambassade de Tchécoslovaquie en est la preuve.

Lire en page 8

38^e congrès de la CFDT DÉBATS HOULEUX LA SECONDE JOURNÉE

Le problème de la section Usinor-Dunkerque posé devant le congrès.

Lire en pages 4 et 5

SAN SALVADOR : sanglante répression de la manifestation de soutien au Bloc Populaire Révolutionnaire

Mardi, la répression d'une manifestation de soutien du Bloc populaire révolutionnaire a fait 17 morts et une cinquantaine de blessés.

Lire en page 6 notre article :

El Salvador : la lutte du peuple contre la dictature des rois du café



PRESSE PARALLELE : DES VOIX DIFFERENTES 4



La popularisation des luttes par l'APL-Ouest : celle contre le procès des paysans du Pellerin...

AU PAYS DE PRESSE-OCÉAN ET DE OUEST-FRANCE : L'A.P.L. OUEST

De notre correspondant de Nantes

De 72 à aujourd'hui : une évolution importante

A sa création en 72, l'APL était un maillon du réseau de presse populaire qui tentait de se constituer en France. Fin 74, la création de «Libération» devait précipiter la disparition de cette agence de presse. L'APL cessera de paraître quelque temps, le temps que le collectif qui portait l'agence de presse décide la sortie d'un véritable hebdomadaire d'information, mais sur d'autres bases :

«En 72, ceux qui faisaient le journal désiraient s'effacer derrière la parole autonome des exploités, favoriser l'autogestion de l'information : ceux qui luttaient ont la parole. Belle idée qui a déperlé devant la réalité : les exploités ont peu le temps et le moyen de s'exprimer. Si bien

que l'APL publiait surtout des discours d'intellectuels, de militants établis, de syndicalistes révolutionnaires».

De bulletin des luttes qu'il était à sa création, l'APL va devenir de plus en plus un journal construit, avec ses enquêtes et ses reportages. Mais, et c'est une particularité importante de l'APL, aujourd'hui encore la moitié du journal est composée de contributions de ses correspondants dans les entreprises, dans les associations...

«Et ces textes-là, il n'est pas question pour nous de les regrouper dans un quelconque courrier des lecteurs ; ils apparaissent au même titre que les enquêtes dans l'armature du journal».

Un rôle important dans la popularisation des luttes

Depuis toujours, l'APL a joué ce rôle, en donnant la parole à ceux qui étaient en lutte ; certaines luttes même ont été popularisées en partie grâce à l'APL ; c'est le cas notamment de la grève des nettoyeurs de Laving Glass, que les Unions Locales ignorent pendant un certain temps, et que l'APL, en y consacrant plusieurs de ses «Une», a largement contribué à populariser.

Un certain nombre d'autres

petites luttes de la région ont ainsi brisé le mur de silence.

Mais c'est aussi le cas des luttes à la campagne contre les expropriations et les cumulars, nombreuses dans la région, qui ont souvent trouvé dans l'APL le support nécessaire pour les faire connaître en ville. Sur le nucléaire, en donnant largement la parole au comité de défense du Pellerin, il a également joué ce rôle.

Un échange important

Mais l'APL, ce n'est pas seulement la popularisation des luttes, le haut-parleur dans lequel certains auraient aimé voir ce journal s'enfermer. Porté qu'il est depuis ses débuts par la gauche ouvrière et paysanne de la région, l'APL contribue aussi à favoriser l'échange de points de vue.

C'est particulièrement vrai pour l'opposition syndicale. Les UL CGT et CFDT n'ont jamais beaucoup aimé, c'est le moins qu'on en puisse dire, l'APL, en ce qu'elle a permis à plusieurs reprises, principalement à l'occasion de luttes, que d'autres voix que celles des directions syndicales s'expriment : par le biais de correspondances qu'envoient des militants qui voulaient que leur point de vue soit pris en compte, mais aussi par un souci du collectif d'aller chercher cette information.

Ce fut particulièrement net à propos du conflit de Dubigeon en 77 : l'APL a essayé d'impulser un bilan de la lutte avec un certain nombre de travailleurs : «Pas en donneur de leçon, on l'espère, ou en analyste totalement détaché des syndiqués ; plutôt susciter réflexion et débat en faisant s'entrechoquer les faits, en taillant des pistes, et puis, rendre compte de tout ce qui n'est pas lutte, mais participe de près ou de loin à la révolte».

Cette préoccupation de promouvoir le débat, la discussion,

L'Agence de Presse Libération, à Nantes et dans sa région, c'est d'abord une réalité particulière de cette région : ici, c'est Nantes - Saint-Nazaire, la Basse-Loire, avec toutes ses spécificités : l'importance de la Navale, une grande tradition de luttes ouvrières et paysannes (implantation importante de Paysans-Travailleurs, une FDSEA combative, d'ailleurs récemment exclue de la FNSEA) ; mais c'est aussi une vie associative développée : du groupe femmes à la CSCV, en passant par la lutte contre la centrale du Pellerin, Nantes et ses environs, c'est une région qui remue en permanence. «Nantes la rouge», dit-on parfois.

Mais Nantes, c'est aussi une grande presse un peu particulière : deux grands journaux se partagent l'information : Presse-Océan et Ouest-France.

Jusqu'à maintenant, il y avait une certaine liberté de la presse : informations sur les luttes, reportages sur la réalité quotidienne, occupent une place encore importante dans ces journaux. Ici aussi, comme dans d'autres régions, la normalisation arrive : Presse-Océan est passé récemment sous contrôle Hersant, Ouest-France est en train de mettre en place une auto-censure...

et celle de Laving-Glass à Nantes...



a été également importante sur la question du viol, notamment sur la nécessité ou non d'avoir recours à la justice. Dernièrement encore, suite aux affrontements au cours de la manifestation antinucléaire entre des manifestants et des CRS, une vaste tribune s'est ouverte.

Ce rôle-là, seule l'APL le remplit aujourd'hui dans la région, et c'est un rôle auquel tient tout

particulièrement le collectif.

Le fonctionnement même du journal y est pour quelque chose. C'est un collectif qui dirige l'hebdomadaire, et les réunions du collectif sont ouvertes à tous, et ont lieu à une date fixe. Ainsi, il est toujours possible, et c'est très souvent le cas, de donner son point de vue sur tel ou tel article, sur la nécessité d'enquêter sur tel ou tel sujet.

Être encore plus en prise avec la réalité...

Aujourd'hui, l'APL diffuse à 1 500 exemplaires, dont une partie est vendue en kiosques, la majeure partie étant réalisée sous forme d'abonnements.

Depuis plusieurs années, l'APL rencontre quelques difficultés à élargir son audience. Trop cantonnée à son goût dans la gauche ouvrière et paysanne, l'APL voudrait arriver à toucher une frange beaucoup plus large, sortir un peu du ghetto dans lequel on a un peu trop tendance à l'enfermer.

Pour cela, un effort important est fait, notamment depuis le début de l'année, pour traiter plus de sujets de la vie de tous les jours qui font les gros titres de Presse Océan et d'Ouest-France. Bref, traiter du fait divers, de la réalité du quotidien, de l'accident de travail qui fait trois lignes dans Presse Océan, de l'assassinat d'un truand par les flics, qui justifie une campagne de presse demandant un renforcement des forces de police (à

laquelle Chenard, maire PS de Nantes, joint sa voix, et pas la plus faible). Pari ambitieux certes, vu le danger qu'il y a de retomber dans le journalisme classique, mais pari intéressant qui trace un peu une nouvelle information, conçue différemment, notamment du point de vue des liens entre les lecteurs et les journalistes.

«Exigence d'un autre rapport à l'information, à la fois informateur et demandeur», comme le définissent certains du collectif, mais toujours avec le souci de refléter la spécificité de la région : «Nous voulons rester partie prenante (et à notre place : l'expression imprimée) de ce qui se passe aujourd'hui dans la région nantaise. Refléter une sorte de sensibilité Basse-Loire. Montrer par exemple comment on passe aussi rapidement de la violence ouvrière et de l'action directe au fatalisme et à la résignation».

Sidérurgie

MALGRE LES DIFFICULTES DE LA LUTTE,
UNE COMBATIVITE QUI NE SE DEMENT PAS

Longwy : les «tricolores» du PCF, «coupe-feu» de la lutte

De notre correspondant

Ce qui s'est passé lundi dans la soirée montre que la combativité des travailleurs de Longwy est à peu près intacte. Lundi après-midi, les commentateurs de *Radio Lorraine Cœur d'Acier* avaient le moral assez bas, l'heure n'était pas à l'optimisme : «Les gars ne suivent pas», «la lutte est mal engagée», se succédaient sur l'antenne.

Il y avait là un début de remise en question intéressant, mais il faudrait aller jusqu'au bout de cette réflexion. La CGT voulant forcer la main aux travailleurs pour la grève et l'occupation d'Usinor, s'est trouvée de plus en plus en difficulté. Par exemple, vendredi matin, un piquet CGT s'est fait enfoncer par les travailleurs de la tôlerie à Mont-Saint-Martin. Les gars n'étaient vraiment pas contents. Il est vrai que ces travailleurs, lorsqu'on discute avec eux, reviennent toujours sur leur grève de 5 semaines, sabotée par les dirigeants du PCF, à l'intérieur de la CGT, en avril 1974, à l'époque où le PCF faisait voter Mitterrand.

Autre exemple, vendredi à 14 heures à la porte B de Senelle, la CGT était aussi de plus en plus contestée dans sa manière de faire.

COMITE DE GREVE
A SENELLE

Suite à une proposition CFDT de se rencontrer, un front commun CGT-CFDT a été décidé pour conduire la lutte à partir de la grève des aciéristes de Senelle. Il a été décidé au cours de cette réunion de mettre sur pied un comité de grève

avec des représentants de chaque syndicat, et aussi de non-syndiqués, de mettre en place un comité d'animation et de lancer une vaste campagne financière.

Lundi avait lieu un nouveau rassemblement à la porte B de Senelle, la CGT paraît à court de propositions. La CFDT propose de monter à la direction de Mont-Saint-Martin et de coincer le directeur. Des syndicalistes CGT ne pouvant s'opposer de front à cette proposition, tentent d'aller contre, mais se heurtent à la désapprobation de certains de leurs camarades. Finalement 200 travailleurs retiendront le directeur d'Usinor dans son bureau de Mont-Saint-Martin. Ferme-ment décidés à poursuivre cette action le plus longtemps possible, les travailleurs feront face aux CRS vers 21 heures. Immédiatement une unité remarquable s'est effectuée face aux CRS, entre les syndiqués de différents syndicats, les non-syndiqués et les militants des différentes organisations. Un militant du PCF n'a pas hésité à tendre la main à un militant du PCR qu'il avait agressé la veille à Usinor.

LES «TRICOLORES»
CONTRE
LES TRAVAILLEURS

Les «tricolores» (élus du PCF de la région) sont alors apparus. Porcu s'est substitué aux syndicalistes pour interpeller le préfet, négocier avec lui, faire comme si le directeur Bonnot n'était pas retenu par les travailleurs, présentant les syndicalistes comme des gens «sérieux», sous-entendu : incapables d'avoir l'idée, même, de séquestrer qui que ce soit. Pendant ce temps, dehors le ton montait dans le face à face entre les flics et les travailleurs. Là est apparu clairement le rôle peu glorieux des dirigeants du PCF, à savoir : tenter de faire taire la révolte et la colère des travailleurs et des milliers de personnes qui s'étaient rassemblées à l'appel des radios syndicales, contre la présence des flics. Bon nombre de cadres du PCF n'ont pas hésité à agresser, en présence des CRS, les travailleurs comme ce cadre du PCF qui s'est précipité sur un ouvrier syndicaliste d'Usinor qui criait simplement «flics, fascistes, assassins». Le maire PCF Jules Jean a montré mécontentement devant le fait que beaucoup portaient des casques et des masques. Dans sa hargne et sa difficulté à expliquer sa présence et son rôle, Jules-Jean a saisi à la gorge et a bousculé une jeune femme qui remettait en cause sa présence. Porcu lui-même a été bousculé, il

aurait même reçu un coup de poing. De nombreux travailleurs n'ont pas apprécié du tout son rôle pour obtenir la libération du directeur. «Pas de provocation» répondaient des responsables à des gens qui criaient contre la présence des flics. Les manifestants répliquaient que la provocation ne venait pas des travailleurs mais bien de la présence des flics.

UNE OCCASION
MANQUEE

Le lendemain un nouveau rassemblement de 500 travailleurs avait lieu devant les bureaux d'Usinor-Mont-Saint-Martin.

Rassemblés autour des voitures-sonos où se trouvaient les syndicalistes, ils disaient : «Nous ne sommes pas contents de ce qui s'est passé hier» et «Vous, les syndicalistes, c'est la dernière fois qu'on vous fait confiance, hier on avait le directeur, il ne fallait pas le relâcher» et remettaient en cause la présence du PCF.

La direction, si elle recule sur le nombre des mutations dans l'équipe de l'aciérie, maintiendrait 4 «permutations». Elle propose une avance sur 10 mois pour les pertes de salaire immédiates pour les grévistes et les lock-outés. A partir d'aujourd'hui, elle propose de reprendre le travail à ceux qui sont lock-outés. Cette proposition a été soumise aux travailleurs mardi, ils l'ont repoussée en disant qu'il fallait continuer la lutte.

● Les bourgeois
prennent
des précautions

Plusieurs cars grillagés, chargés de convoyer de l'argent ont été vus aux abords de la Banque de France de Longwy. Ces cars étaient bien gardés, par des policiers en civil en particulier. Le maximum d'argent a été retiré de cette banque, ce qui faisait dire au commentateur de *Radio SOS-Emploi* : «Les bourgeois vous privent d'emploi, ils ont la trouille alors ils retirent leur fric».

ATTENTAT
CONTRE
RADIO LORRAINE
COEUR D'ACIER

Une bombe prête à exploser a été découverte mercredi derrière une statue dans l'église de Longwy-Haut. Il semble bien que *Radio Lorraine Cœur d'Acier* était visée, son antenne étant sur le clocher.

AGRESSION
CONTRE
UN MILITANT CGT

Mardi soir, un jeune militant CGT, arborant une écharpe rouge frappée du sigle *Radio LCA*, a été agressé par plusieurs individus. Son état est jugé sérieux, il a été conduit à l'hôpital. Les gens de Labbé et de «l'avenir du pays haut» diffusaient un tract où il était écrit : «Halte à la vio-

lence». Ces mêmes individus sont fortement soupçonnés d'avoir commis cette agression.

LES DIRECTIONS
DE PLUSIEURS
ENTREPRISES
DE LA REGION
«RETENUES»
PAR
LES TRAVAILLEURS

Mercredi, aux aciéries de Pompey, la direction a été retenue par les travailleurs. Les CRS sont intervenus dans la nuit à 300 contre 60 sidérurgistes. En conséquence, la grève est désormais suivie par 300 ouvriers.

A côté de Pompey, à Frouard, à l'entreprise de construction métallique : Munch, les flics sont intervenus contre les travailleurs qui retenaient leur patron.

Solmer (Fos-sur-Mer) : la grève tournante en préparation ?

La direction de la Solmer de Fos reste extrêmement intransigeante. Elle recourt pour briser la combativité toujours très importante des sidérurgistes à une série de manœuvres. Bien qu'il y ait une tendance à la reprise, la majorité des gens sont loin de s'avouer battus.

Mercredi celle-ci était inégale ; par exemple, dans la nuit précédente, la centrale soufflante n'avait pu fonctionner que parce que les cadres avaient remplacé les ouvriers.

UNE COMBATIVITE
TOUJOURS
TRES FORTE

La fin de la grève totale ne signifie pas, pour les gars de Fos, que la lutte est terminée. Ce n'est pas le découragement ; la volonté d'obtenir satisfaction est toujours présente. La meilleure illustration de cette situation, c'est qu'à l'aciérie par exemple, toujours dans la nuit de mardi à mercredi, alors que l'équipe précédente avait

repris le boulot, les gars ont débrayé.

FAIRE RECULER
LA DIRECTION SUR
LES LICENCIEMENTS

Les raisons de reprendre le travail ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Pour certains, les tentatives d'intimidation de la direction jouent un rôle. Pour d'autres, «c'est surtout l'inquiétude pour la feuille de paye qu'on va leur remettre à la fin du mois. Le mois passé elle était encore presque complète mais ce mois-ci tout le monde sait bien qu'elle sera nulle et même peut-être négative». Ces considérations amènent de nombreux gars à vouloir suspendre le mouvement

sous sa forme actuelle. «Il n'est pas question de laisser Serge et Bernard (les deux délégués licenciés NDLR) à la porte» dit un militant. «Là-dessus les choses sont claires» renchérit un porte-parole de la CGT. «A tel point» ajoute-t-il «que pour plus d'un c'est devenu la revendication principale».

RUMEURS, RAGOTS
ET MENACES

La direction est d'ailleurs si peu sûre d'avoir les gars à l'usure qu'elle multiplie les tentatives de désamorcer le mouvement. Son arme préférée, outre les commandos, ce sont les rumeurs, les fausses nouvelles, les ragots. Ainsi sur les ondes, dans la presse écrite, multiplie-t-elle dans la journée de mardi les prises de paroles, les communiqués, les interviews. Le thème favori de ses prestations : «si les mouvements de grève ne cessent pas, nous serons

contraints de fermer l'usine pour une période indéterminée». Naturellement les interprétations les plus folles courent à propos de cette menace au reste assez peu crédible. Un militant de la CFDT racontait même qu'il avait reçu un coup de téléphone d'un parent lorrain qui s'inquiétait d'une menace de 125 licenciements à Fos. Cela aurait été annoncé tel quel à FR3 Lorraine ! Les plus surpris ont été les gars de la Solmer ! On dit d'ailleurs que la direction serait divisée sur l'attitude à adopter. Un des directeurs aurait dit à une réunion «entre les deux délégués et moi-même, il faut choisir. Je ne céderai pas». Alors que les autres se déclaraient partisans d'un compromis.

POUR SUIVRE LA LUTTE
SOUS D'AUTRES
FORMES

Il faut poursuivre la lutte sous d'autres formes, en-

tend-on souvent dire dans les grèves qui sont sur le point d'échouer ou que certains veulent briser. A Fos également ce genre de discours est entendu. Il ne semble pas toutefois qu'il s'agisse cette fois de mettre un terme au mouvement. Naturellement l'idéal serait sans doute un blocage total de la production de toutes les usines sidérurgiques de France.

Ce n'est toutefois pas la situation. Dans ces conditions, compte tenu que la direction est parvenue à faire reprendre le HF2 il est exact que la question de la forme sous laquelle il faut continuer le mouvement est posée.

«Tant que le HF2 ne produira pas de la bonne fonte, cela durera encore deux ou trois jours. Les gars qui travaillent en amont et en aval ne font rien gagner au patron» dit le porte-parole de la CGT. «Dans ces conditions

pourquoi ne pas reprendre le travail ?» ajoute-t-il. «Cela permettra aux gars de desserrer un peu la contrainte financière et d'être en condition de poursuivre le mouvement».

Un délégué CFDT est aussi de cet avis. Il ajoute : «ce qu'il faut c'est se préparer à ce que lorsque la fonte de qualité parviendra à l'aciérie, une prise de parole soit faite dans les vestiaires pour amener les gars à arrêter à nouveau le boulot».

En d'autres termes la question de la grève tournante est en discussion. C'est sans doute effectivement un bon moyen pour faire céder le patron. Surtout que les stocks de tôle des constructeurs automobile alimentés essentiellement par Fos et Dunkerque seraient au plus bas.

François MARCHADIER

UNE JOURNÉE DE CONTROVERSES De nos envoyés spéciaux

Motion sur le chômage déposée par Hacuitex Haute-Loire, soutenue par 12 syndicats Hacuitex de la Loire, du Rhône et de l'Ardèche

■ Parmi les motions d'actualité déposées, beaucoup (la plupart) n'ont même pas été portées à la connaissance du congrès. Quelques-unes ont été signalées, mais non soumises au débat. L'une d'elles posait pourtant un problème clef, celui de l'unité de lutte chômeurs-actifs et de la prise en charge effective de leur lutte dans l'organisation CFDT. Partant de l'expérience du Puy, elle concernait largement le congrès :

«Un homme privé momentanément d'emploi est un chômeur».

«C'est un assisté, un marginal. Le chômage l'a détruit (...). Un licenciement peut-il rayer de manière indélébile toute une tranche de vie militante ? L'espérance est vie, aussi avons-nous fait le choix de vivre avec les autres, beaucoup d'autres (...). Le fait d'être inorganisé, conditionné, assisté, prive le chômeur de la liberté fondamentale, celle d'être et d'exister. A partir de ce constat qui n'est heureusement pas le seul ressentiment des seuls travailleurs et travailleuses du Puy, le syndicat Hacuitex s'organise. Membres à part entière, les chômeurs provoquent des assemblées générales, toutes appartenances syndicales confondues. L'organisation a pignon sur rue, négocie avec quelques organismes des avantages non négligeables, harcèle municipalités et conseil général, sans grand résultat il faut bien le reconnaître, mais rassemblements et démarches sont les expressions classiques des travailleurs organisés et c'est tellement bon pour chacun de nous. Pourquoi ailleurs, dans d'autres villes, le même dynamisme ne pourrait s'exprimer ? C'est bien là que butent les luttes locales, éparses, statiques sans intérêt sur le plan national puisque non coordonnées.

Notre réflexion constate deux difficultés que nos meilleurs sentiments ne peuvent surmonter : la première envers les travailleurs actifs, la deuxième vers les structures syndicales. La recherche d'un boulot est une démarche individuelle. Un boulot décroché est au détriment d'autres chômeurs, le chômeur est aussi une nécessité aux yeux des actifs non militants, d'où l'énorme difficulté d'entretenir des relations de cause à effet au sein des sections syndicales, des structures locales et de la branche. La deuxième constatation est le vide créé par l'absence d'une politique confédérale en la matière.

«Le discours syndical, le bilan d'activité, le projet d'orientation de la CFDT font sans cesse référence à la crise, mais jamais un mot pour l'organisation des travailleurs chômeurs dans le cadre de la structure syndicale. Cependant, la confédération a bien su unifier le front syndical pour négocier l'indemnisation du chômage, bien évidemment sans les chômeurs».

«Il faut que ce congrès de Brest soit la rampe de lancement de l'organisation et la popularisation dans chaque branche professionnelle dans toute la structure CFDT, des objectifs de lutte actifs et chômeurs, pour globaliser les actions, mobiliser...».

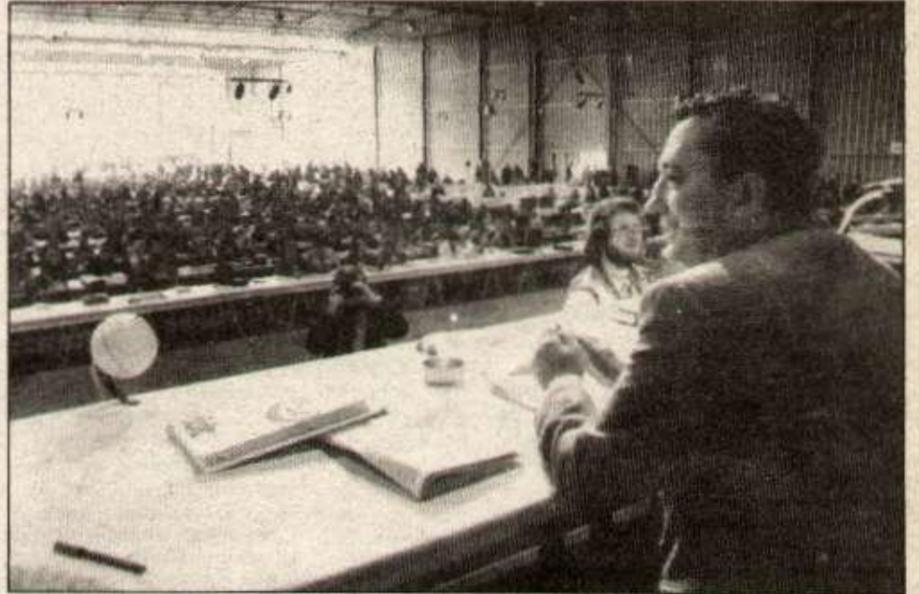
■ Au soir de la première journée de congrès, bien des délégués étaient satisfaits après le début de débat sur le rapport d'Edmond Maire. Les questions étaient ouvertes, des éléments d'appréciation étaient donnés. Les discussions allaient bon train sur les interventions les plus marquantes... Ce

Dès le matin, une chose était claire : les partisans inconditionnels de «la nouvelle politique d'action CFDT» qu'on n'avait guère entendus la veille, avaient bien organisé leur contre-offensive par des inscriptions plus nombreuses que mardi et par la mise sur le pied de guerre d'une «claque» relativement efficace avec la fédération générale de la métallurgie comme pilier. Très vite, la température montait avec des interventions de la sidérurgie lorraine, de l'arsenal de Cherbourg, de la santé-sociaux du Pas-de-Calais qui s'est lancée dans une basse attaque contre Usinor-Dunkerque sans parler de la fédération générale de l'agriculture et d'un syndicat de l'alimentation, l'un appuyant lourdement sur les difficultés actuelles de mobilisation pour conclure avec un simplisme effrayant «que celui qui n'a jamais discuté avec son patron en dehors d'une grève lève la main» (FGA)... et l'autre «jamais le patronat n'a été aussi fort».

Mais ces interventions n'ont pas été les seules à donner des regrets à bien des congressistes. Beaucoup ont eu le sentiment que les interventions critiques qui toutes pourtant, avaient des aspects justes, étaient à la fois bien trop répétitives et parfois schématiques, présentant la globalisation des luttes comme la solution... C'était le cas de plusieurs interventions de la santé et des PTT. Finalement, le congrès était, en apparence du moins, coupé en deux, sans que des solutions concrètes soient proposées face à l'attentisme confédéral.

Enfin l'attention baissait nettement et beaucoup avaient l'impression de ne pas apprendre grand chose. Une sorte de course contre la montre jusqu'à 20 heures, sans que la situation ne change fondamentalement... D'autant qu'en dépit d'une attente certaine des congressistes, ceux qui, dans la CFDT, ont mené ces derniers temps

n'était plus du tout la même impression qui prévalait au bout de la deuxième journée, elle aussi consacrée au débat sur le rapport Maire... Plus d'un délégué affirmait : «à quelque chose près, c'est une journée pour rien».



des luttes offensives comme en Lorraine ou dans le Nord n'étaient pas là pour en parler. Au contraire, plusieurs interventions originaires de ces régions sont allées dans un sens radicalement opposé !

Pourtant, plusieurs délégués ont refusé de s'inscrire dans cette problématique du «tout pour et du tout contre». C'est le cas par exemple du syndicat des journalistes français qui, tout en critiquant certaines initiatives inquiétantes, a refusé de «choisir entre Rocard et le CERES» et a affirmé qu'il n'était ni oppositionnel systématique, ni pour une approbation systématique. De même le délégué métaux Lyon 7^e a affirmé que «face à l'absence actuelle de débouché politique, le choix n'était pas forcément entre le grappillage de résultat et la globalisation artificielle, mais bien plutôt dans la construction patiente d'un rapport de force».

Partant de l'expérience des états généraux pour l'emploi et le mieux-vivre dans le Rhône, il a insisté sur la nécessité d'être offensif sur les propositions si l'on veut lutter contre les divisions : «Évitons les faux débats, recherchons plutôt par quel moyen concret on peut construire le

rapport de force nécessaire». L'intervention de la fédération Hacuitex affirmait : «Le recentrage n'est pas une réponse à la situation... Une autre réponse est possible : face à la logique d'une stratégie progressive «de grignotage», une stratégie offensive est possible».

Enfin, quelques interventions comme celle de l'interco insistaient sur la nécessité d'une unité plus grande entre le professionnel et l'interprofessionnel pour construire un rapport de force suffisant. Par ailleurs, l'interco apportait au congrès les témoignages de répression des travailleurs par les municipalités

«de droite et de gauche» et affirmait que dans les municipalités de gauche «les syndicats ne doivent pas être l'organisation de masse» des mairies. Dans le même sens, le syndicat métaux de Saint-Etienne montrait les conséquences désastreuses de la «gestion de gauche des licenciements» à Manufrance.

Jeudi devait avoir lieu le vote sur la résolution générale. Pour plus d'un délégué intervenu pour critiquer les nouvelles orientations confédérales, l'expression est surtout «ne pas voter pour» et cette fois-ci même s'absentir aura un certain sens politique !

Extraits de l'intervention sur les travailleuses prononcée par Michel Rolant

Jusqu'ici, ce qui concernait les travailleuses dans les résolutions de congrès, était adopté sans véritable débat, à l'unanimité mais dans l'indifférence... avant de tomber dans l'oubli.

«La CFDT propose aux travailleurs, aux femmes, une double orientation pour l'action commune mixte : 1) Une défense quotidienne contre la surexploitation qu'elles subissent par les revendications qui contribuent en même temps à leur libération et au-delà dans le même mouvement de développer notre refus de la division en statuts multiples de la classe ouvrière. 2) Un développement constant du mouvement pour une transformation radicale des rapports et des rôles sociaux entre hommes et femmes. Cette transformation est aussi une condition essentielle de la réalisation d'un socialisme réellement démocratique, réellement autogestionnaire. Ces deux aspects, ces deux volets de la lutte sont indissociables.

Il est clair aujourd'hui qu'il ne peut y avoir de libération des femmes en dehors d'une lutte de classe attachée à cet objectif... Il n'y a que faux semblant et récupération de la lutte des femmes si celle-ci n'est pas menée à la fois sur le plan économique, social, idéologique et politique comme doit le faire l'organisation syndicale. Certes depuis la conférence nationale «travail des femmes et action syndicale», des organisations ont fait des efforts. Mais le bureau national estime que nous sommes loin du compte, que toutes les organisations, que tous les militants, toutes les militantes doivent s'y mettre :

1) Faire mieux sur la prise en compte, la présentation, et le développement des positions.

2) Mais aussi faire plus et mieux pour la présence des travailleuses dans toutes les structures syndicales.

Enfin, pour ce qui est de la politique d'action, le bureau national propose au congrès de prendre position sans ambiguïté, sur la nécessité de l'autonomie économique des femmes, pour leur libération et pour la réalisation, dans les faits, de leur droit à l'emploi».

«Une autre réponse est possible»

Extraits de l'intervention de Léon Dion de la fédération Hacuitex

La CFDT, de congrès en congrès analyse cette logique du capitalisme et la dénonce. Les congrès précédents affirment comme le 35^e congrès que la stratégie de la CFDT est une stratégie offensive qui à travers la lutte de classe vise à hâter l'instauration d'une société socialiste. A ce congrès, nous devons dire clairement : le recentrage n'est pas une réponse à la situation... Pour obtenir des résultats dans une situation de crise cette stratégie nous conduit à baisser la barre de nos revendications, à faire des propositions sur l'indemnisation du chômage, sur l'aménagement du temps de travail, à signer des accords qui remettent en cause des acquis comme les 90 %, à admettre que la compensation de salaire en cas de réduction du temps de travail ne doit pas être totale et prise sur les gains de productivité. La nouvelle stratégie de la CFDT n'est pas une réponse, car elle vise à remédier par la négociation à des

situations qui sont la conséquence même de la logique capitaliste sans vraiment s'attaquer aux causes».

«Face à la logique d'une stratégie progressive «de grignotage» une stratégie offensive est possible. Dans cette période de crise, si nous n'apportons pas de réponses, la droite, elle, apportera ses réponses. Alors, aujourd'hui, il faut des objectifs clairs, précis et mobilisateurs s'opposant à la restructuration capitaliste».

«Reconstruire l'espoir, c'est montrer à la classe ouvrière qu'il n'est pas question de sortir de la crise par le capitalisme, mais qu'il est possible par une mobilisation de masse unitaire de sortir de la crise, en sortant du capitalisme. Et nous affirmons que ce n'est pas la stratégie de recentrage qui reconstruira cet espoir».

LE PROBLEME DE LA SECTION USINOR-DUNKERQUE POSÉ DEVANT LE CONGRES

Dès le premier jour du congrès, la question avait été abordée, le matin dans l'intervention dans un regroupement de 14 syndicats parisiens, l'après-midi dans l'intervention du SGEN de Lyon (on pourra lire ici un extrait de son intervention).

En quelques heures ce jour-là, une motion d'ordre concernant l'affaire avait recueilli plus de 130 signatures* avant d'être refusée par le bureau de séance du congrès. Elle continuait, elle continue, à en recueillir...

Mercredi matin encore, plusieurs intervenants en ont parlé, mais c'est à la réouverture de la séance à 14 heures 30 qu'elle devint une affaire de premier plan. L'affaire c'est celle de la section Usinor-Dunkerque, suspendue en pleine grève, en pleine lutte dans la sidérurgie contre les licenciements et la restructuration.

A 14 h 30, le syndicat des métaux d'Orléans montait à la tribune. Après avoir parlé de la préparation du congrès, après avoir donné son point de vue — critique — sur la ligne confédérale (tout en précisant : je voterai quoi que sans enthousiasme le rapport d'activité), ce syndicat étant à l'initiative de la motion sur Usinor-Dunkerque, il a développé sa conception de la démocratie dans le syndicat : on y lira ci-dessous la fin de son intervention.

Quand il expliqua les raisons de principe de sa motion et qu'il conclut en redemandant un vote du congrès, ce furent des applaudissements prolongés, secouant la salle et une partie des délégués scandant pendant plusieurs minutes : «Usinor, Usinor, Usinor». Combien de délégués se sont ainsi dressés ? Un quart, un tiers ? C'est difficile à apprécier. Mais à voir comment Jacques Chérèque se démène auprès des syndicats signataires de la motion,

auprès des délégués, on peut être sûr que nous ne sommes pas les seuls à en considérer le poids !

REGLER UNE DIVERGENCE NE SIGNIFIE PAS SUSPENDRE UNE SECTION

Extrait de l'intervention du syndicat d'Orléans : «(...) Il existe des divergences, des problèmes et nous devons les régler. Mais régler une divergence ne signifie pas suspendre ou dissoudre la ou les sections qui ne sont pas d'accord. Cela exige de la patience, c'est-à-dire des rapports de confiance, d'examiner avec honnêteté les différents points de vue et de travailler à l'unité sur des objectifs conformes aux travailleurs. A ce propos c'est le sens de la motion d'ordre déposée par notre syndicat sur Usinor-Dunkerque. Je vais vous lire cette motion : «Étant donné la place qu'occupe l'industrie sidérurgique dans le plan de

restructuration du gouvernement Barre et sans présumer de la décision du syndicat de la métallurgie de Dunkerque concernant les problèmes internes et propres à la section d'Usinor-Dunkerque, les délégués du 38^e congrès demandent que Claude Bernard, élu délégué par son syndicat le 29 mars au congrès confédéral, puisse exprimer devant le congrès le point de vue des travailleurs d'Usinor-Dunkerque et des métallos de la région sur le rapport d'activité dans le cadre de la discussion générale». Cette motion, camarades, a été soutenue par plus de 150 syndicats, mais ce n'est pas pour autant qu'elle a été retenue et soumise au vote du congrès. Cette motion a été jugée irrecevable en raison du règlement intérieur. Pensez donc, camarades, que cela représente plus de 150 syndicats ! Cela me semble grave par rapport au fonctionnement démocratique de la CFDT. Un dernier mot enfin. Il ne s'agit pas

pour nous ni d'un soutien à une personne, ni d'une attitude sentimentale comme l'a déclaré hier Michel Rolant à la presse. C'est, à notre avis, une attitude, un principe de classe : on ne suspend pas une section syndicale alors qu'elle est en pleine grève et d'autant plus quand cette lutte pour l'emploi, contre les assassins que sont les maîtres de forge, a un caractère national, comme c'est le cas de la lutte des sidérurgistes actuellement».

NEGATION DES PROBLEMES SYNDICAUX

Intervention du SGEN de Lyon. Parlant des «sanctions», exclusions, suspensions... le représentant du SGEN de Lyon déclarait :

«En résumé l'étape de normalisation correspond à des problèmes de politique syndicale, à une situation politique, de pratiques syndicales, de démocratie dans la CFDT. Mais comment

cela se passe-t-il ? En premier lieu : Les problèmes de politique syndicale sont complètement niés. La normalisation se fait sur des problèmes de fonctionnement, d'application des statuts.

- avec l'appui d'interventions directes de structures «supérieures» : région, fédération, confédération... - avec des pressions diverses (...).

Ce qui provoque le découragement des militants et des adhérents, le repli sur les syndicats ou les sections et même la création de syndicats autonomes. Ce qui affaiblit considérablement la CFDT, la vide de militants dynamiques et de nombreux adhérents».

* parmi les signataires une dizaine de syndicats de la métallurgie ainsi que de nombreux syndicats de cheminots, de Hacuïtex, des P et T, de l'EDF, de la santé, de la construction bois.

Aux portes du congrès

Mercredi matin, devant les portes du congrès, «les suspendus» d'Usinor-Dunkerque diffusaient aux congressistes un tract ironiquement intitulé «Supplément à Syndicalisme Hebdo». Le tract répondait aux arguments de la FGM en matière de «magouilles financières», parues justement dans *Syndicalisme Hebdo* du 3 mai 1979. Puis à 12 h 30, avec les exclus des P et T de Lyon-Gare et des militants de la BNP, ils tenaient une conférence de presse, seul moyen à leur disposition, car la possibilité de s'exprimer leur est refusée dans la presse et les instances CFDT.

«Nous sommes les premières victimes du recentrage. Les problèmes de fric ne sont qu'un prétexte» a indiqué Claude Bernard.

LES PREMIERES VICTIMES DU RECENTRAGE

Rappelant de façon très précise les diverses accusations de détournement de fonds, Claude Bernard et d'autres militants d'Usinor ont rappelé leur refus de voir aménager les restructurations dans la sidérurgie, leur volonté de longue date d'œuvrer à la coordination des luttes et de réfléchir aux moyens pour y parvenir. «Les seuls à exclure sont ceux qui collaborent avec le patron» concluait sur ce point Claude Bernard. Mais les militants d'Usinor ne baissent pas les bras. Ils continuent le travail dans les ateliers : «Nous faisons encore des adhésions et nous sommes décidés à rester à la CFDT» ajoutaient ces militants. De leur côté la FGM et les métaux de Dunkerque ont

tenté de monter en ligne par des interventions justifiant le «recentrage» (du genre : «Nous on recentre depuis 1973 et cela ne nous fait pas rougir»). Ils ont justifié aussi les attaques contre la section d'Usinor-Dunkerque, y compris par des calomnies... Lors d'une conférence de presse, ceux qui ont suspendu la section d'Usinor ont bien évidemment évacué le problème de fond : pour eux «il n'y a qu'un problème de fric, le reste est une manœuvre politique».

La section d'Usinor-Dunkerque est bien et bien un des aspects du «recentrage». La bataille des congressistes s'est cristallisée sur ce problème. Mercredi, elle était loin d'être terminée : à travers les différents votes qui vont intervenir, elle va se poursuivre dans ce congrès.



Couleurs-Paris

Quand il veut licencier, le patron se sent «écologiste»

La direction de Couleurs-Paris se sent soudain une âme d'écologiste. Du jour au lendemain elle se rend compte des conditions de travail insalubres, des dangers de pollution de l'air et des eaux par le plomb. Alors la direction préfère fermer ses portes. Dans cette usine située dans une rue ancienne de Pré-Saint-Gervais, bâtie en 1830, aucun travail n'a été effectué depuis 20 ans.

Mercredi, la direction

technique a rendu publique une étude du coût des travaux jugés nécessaires selon elle. Pour la première fois elle se soucie des revendications du personnel, mais c'est pour grossir délibérément le devis. D'après elle, il n'y a pas d'argent pour ces travaux donc il faut licencier. Voilà un prétexte tout trouvé pour faire passer en douceur un plan de licenciement élaboré pour liquider des secteurs jugés non rentables. 100 licenciements

sont prévus ; 25 personnes seraient gardées. Pour faire passer ces mesures, elle annonce des primes supplémentaires et des reclassements dans les usines BASF, groupe auquel appartient l'usine.

Les ouvriers ont réagi mercredi. Avec les techniciens, ils ont débrayé et sont allés occuper les bureaux. Comme ils étaient nombreux la direction leur a dit : «Les planchers sont vieux, ils risquent de cra-

quer sous le poids. Vous mettez la sécurité en cause». Jeudi, à la réunion du CHS les travailleurs attendent l'inspecteur du travail pour lui faire constater les travaux nécessaires.

Lutter en mettant tous les atouts de son côté, informer les habitants du quartier aussi concernés par la pollution et par la survie de l'usine, tel est l'objectif du personnel de Couleurs-Paris.

Danielle DELANOY

A Sofralait, pas de perte de salaire avec les réductions d'horaire !

Les ouvriers de Sofralait à Paris dans le XIX^e ont repris le travail après 2 jours de grève suivis à 90 %. Ils réclament une augmentation de 10 % jusqu'au salaire de 3 500 F pour compenser la perte de salaire consécutive à la réduction d'horaire et à la suppression du

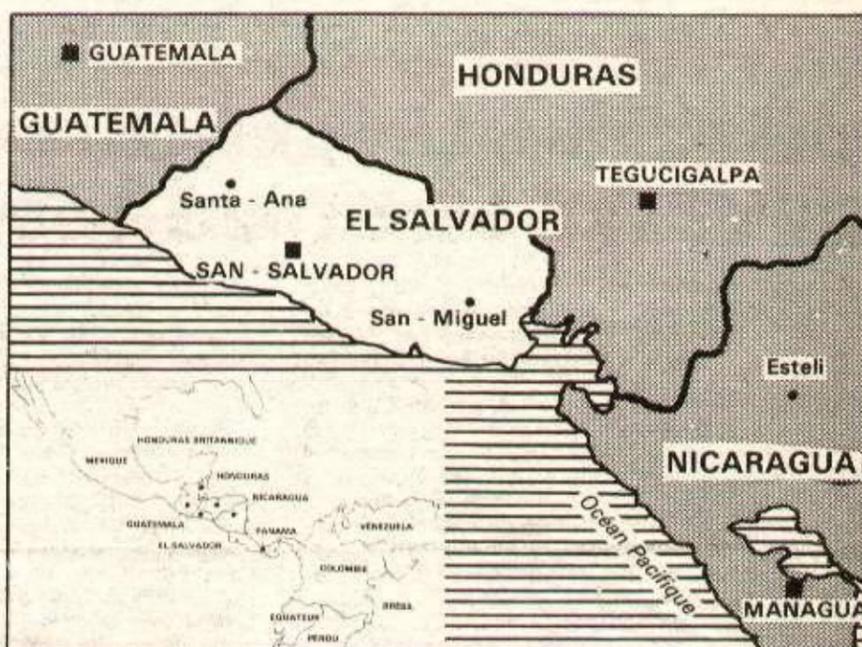
travail de nuit. Des négociations auront lieu vendredi à l'issue desquelles les travailleurs décideront de la reprise éventuelle de la grève.

Manuel Viusa : jugement le 30 mai

Manuel Viusa a été mis en liberté provisoire mercredi après-midi, à l'issue de son procès : le jugement sera rendu le 30 mai. Les risques d'extradition demeurent.

EL SALVADOR : LA LUTTE DU PEUPLE CONTRE LA DICTATURE DES ROIS DU CAFÉ

Par Jean - Pierre CHAMPAGNY



● L'action contre l'ambassade de France s'inscrit dans un vaste mouvement populaire

Alors que l'occupation de l'ambassade de France au Salvador et de la cathédrale de San Salvador par des militants du Bloc populaire révolutionnaire se poursuivait, l'armée de la dictature fasciste de Romero a tiré mardi sur une manifestation populaire de plusieurs centaines de personnes, faisant au moins 20 morts. Après une réunion du Conseil des ministres, le gouvernement de Romero a décrété l'état de siège.

Mercredi on apprenait que les 3 membres du Bloc populaire révolutionnaire qui occupaient l'ambassade de France auraient demandé l'asile politique au Costa-Rica.

Depuis la fin du siècle dernier, l'histoire politique et économique du Salvador a été étroitement liée au développement d'une monoculture d'exportation, celle du café, qui a donné à ce pays une structure sociale particulière.

LA «GRAINE D'OR» DU CAFÉ

Ancienne colonie espagnole, puis membre d'une éphémère fédération de l'Amérique centrale, le Salvador proclame son indépendance en 1859. A cette époque l'économie du pays est axée sur une culture d'exportation, l'indigo (colorant). Mais, à la fin du 19^e siècle, la découverte des colorants synthétiques va faire chuter la production de l'indigo, déclenchant une grave crise au Salvador.

A partir de 1880, alors que le pays est intégré dans la sphère de domination des Etats-Unis, c'est une nouvelle culture qui est lancée, celle du café, avec laquelle le pays va accéder à l'économie capitaliste et s'intégrer au marché mondial. La classe dirigeante, à cette époque, commence à planter systématiquement des caféiers dans les vastes plateaux fertiles du centre du pays. Elle en expulse impitoyablement les paysans qui pratiquaient l'élevage et la culture des céréales. Des lois sont votées contre les pâturages et les «terrains communaux», formes de culture extensive pré-capitalistes. Expropriés, chassés vers les terres plus pauvres ou les villes, les paysans sont prolétariés, tandis que se constitue une classe oligarchique de planteurs de cafés qui vont dominer économiquement le pays pendant un siècle sans grand changement.

L'oligarchie du café, tout au long du XX^e siècle, a profité d'une situation qui lui est particulièrement favorable. Au niveau du marché mondial, le café est en effet vendu au prix de production moyen (chaque pays n'ayant pas la même productivité). Pendant très longtemps, c'est le Brésil qui servira de référence. Or, le Salvador a une productivité 2 fois 1/2 supérieure à celle du Brésil, ce qui permet à l'oligarchie de Salvador d'empo-

cher des surprofits très importants pour un investissement minime.

Le résultat de ces phénomènes, c'est que le Salvador connaît une économie parasitaire étroitement liée au marché capitaliste mondial, en même temps qu'une concentration extraordinaire des structures économiques et du pouvoir d'Etat.

LES DOUZE FAMILLES

Encore aujourd'hui, la société du Salvador est caractérisée par une forte bipolarisation entre une douzaine de familles de l'oligarchie du café et la majorité de la population constituée de paysans pauvres, d'ouvriers agricoles et d'ouvriers.

Les ouvriers agricoles, journaliers, représentent 25 % de la population. Ils travaillent au hasard des offres de travail saisonnières, vivent d'un salaire de misère et n'ont pas le droit de se syndiquer. Les paysans pauvres vivent de leur production agricole de base. N'étant plus propriétaires de leurs terres, ils doivent les louer aux latifundiaires. Le prolétariat urbain est concentré dans la capitale et comporte une proportion importante de chômeurs.

L'oligarchie du café, à la fois alliée et rivale d'une oligarchie financière qui s'est récemment développée, contrôle 54 % de la production de café. Par son caractère parasitaire, cette classe dirigeante a non seulement empêché tout progrès social, mais a refusé toute diversification de l'économie pendant toute la première moitié du siècle.

Cependant, devant les difficultés liées aux variations du cours du café, l'oligarchie a été amenée à amorcer une politique de développement orientée vers d'autres secteurs. Il s'agit surtout d'un secteur touristique et de zones franches pour les industriels étrangers. L'oligarchie a donc développé ses liens économiques avec l'impérialisme américain qui, jusque là, avait assez peu investi au Salvador. De nombreuses entreprises américaines ont commencé à implanter des succursales, trouvant au

Le mouvement actuel contre la dictature de l'oligarchie du café et des banques a pour origine une grève des ouvriers de deux usines de mise en bouteilles de jus de fruits, la «Constancia» et la «Tropical», que la dictature a réprimée en faisant intervenir les blindés. La grève des travailleurs de ces usines a été appuyée par un vaste mouvement de solidarité populaire. Par leurs opérations spectaculaires, les militants du BPR veulent obtenir la libération de cinq de leurs camarades. Ils veulent aussi briser le mur du silence qui entoure la situation du Salvador et de son peuple.

Salvador une main-d'œuvre bon marché et des conditions très bonnes pour investir.

ELECTIONS ET COUPS D'ETAT

Toute l'histoire du Salvador, depuis des dizaines d'années, est marquée par une succession de soulèvements populaires, ouvriers et paysans, ainsi que de tentatives de coups d'Etat d'éléments démocrates de l'armée. Sous des formes différentes — démocratie limitée ou dictature fasciste — l'oligarchie a maintenu son emprise implacable sur le pays.

Depuis 1972, face à un très grand essor des luttes populaires, l'oligarchie se maintient au pouvoir grâce à une dictature militaire fasciste qui n'a rien à envier aux méthodes de Somoza, le dictateur du Nicaragua. En effet, le colonel Molina arrive au pouvoir en 1972, grâce à des élections truquées et en écrasant un contre-coup d'Etat de la fraction «constitutionnaliste» de l'armée. Il est directement aidé par l'aviation du Guatemala, dans le cadre du CONDECA (Conseil de défense centro-américain patronné par l'impérialisme US). La dictature dissout alors toutes les organisations politiques et syndicales, et met sur pied un encadrement fasciste de la population.

LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE ARMÉE

Cependant, dès 1974, le mouvement étudiant réapparaît après 18 mois de fermeture de l'Université, tandis que de nouvelles luttes se développent à la campagne. Le 30 juillet 1975, le régime attaque une manifestation d'étudiants avec des tanks et des armes automatiques : il y a 14 morts et de nombreux disparus. Devant cette féroce répression, la lutte armée se développe et devient de plus en plus la forme de résistance privilégiée du mouvement populaire. Les classes dirigeantes traversent en même temps une grave crise, dans la mesure où il leur est difficile de développer le touris-

me et d'attirer les investissements étrangers dans un pays en pleine guerre civile.

1977 : ELECTIONS, COUP D'ETAT, ECHEC DE LA VOIE PACIFIQUE

Après 5 ans de dictature, l'oligarchie présente aux élections de 1977 le général Romero, directement responsable des massacres de ces dernières années, partisan des méthodes de répression les plus dures. En face, la candidature du colonel Claramount, soutenue par une partie de l'armée, par les réformistes et les révisionnistes. En février 1977, les masses se mobilisent pour tenter d'imposer des élections sans fraude. Pendant une semaine, les travailleurs occupent les rues de la capitale, faisant des barricades et affrontant les forces de répression. Le peuple réclame des armes. Devant cette situation insurrectionnelle, le candidat de l'opposition

Claramount et les partis qui le soutiennent restent attentistes. Il n'y a pas de jonction entre le mouvement populaire et la fraction de l'armée favorable à Claramount, l'armée étant étroitement surveillée par les fascistes. Les forces de répression encerclent les 6 000 manifestants qui occupent la place centrale de San Salvador et font plus de 150 morts. Claramount et d'autres dirigeants de l'opposition légaliste sont arrêtés et exilés. Les tenants de la voie pacifique ont subi un grave échec.

Depuis deux ans, le mouvement populaire n'a cessé de se poursuivre et de se développer sous diverses formes : manifestations, grèves (bien que celles-ci soient interdites). Les organisations armées (E.R.P., F.P.L.) ont continué à harceler les forces de répression et à effectuer des opérations spectaculaires, telles que l'enlèvement du ministre des Affaires étrangères, en avril 1977. Aujourd'hui, le Bloc populaire révolutionnaire, à l'origine de l'occupation des ambassades de France et du Costa-Rica, se réclame du soutien de plusieurs syndicats ouvriers et paysans, d'organisations d'enseignants et d'étudiants ainsi que de comités de quartier. Le BPR demande à la dictature la libération de 5 dirigeants arrêtés à la suite des grèves de mars.

El Salvador : monoculture et misère

El Salvador, situé sur la côte pacifique, est la plus petite des républiques d'Amérique centrale. Sa superficie est de 20 000 km² pour une population de 4 400 000 habitants.

Plus de 60 % de la population est rurale. La capitale San Salvador (800 000 habitants) regroupe l'essentiel des activités industrielles, toutes les autres activités étant liées au secteur agricole. La densité de la population est importante : 220 au km², surtout concentrée dans les vallées. Le taux de croissance démographique est élevé : 3,5 % par an, les moins de 20 ans représentent plus de 50 % de la population.

Les conditions de vie du peuple salvadorien sont très mauvaises. Une grande partie de la mortalité est due à des maladies liées à la malnutrition : le peuple salvadorien a un des taux de malnutrition les plus élevés du monde : la consommation de lait, de viande et d'œufs est très rare, y compris dans les villes. La moitié de la population est analphabète. L'oligarchie attribue cette situation au taux de croissance démographique élevé qu'elle cherche à abaisser par tous les moyens, y compris par la stérilisation forcée.

L'économie du pays dépend de trois cultures d'exportation : le café, le coton et le sucre. La majorité des terres sont occupées par ces cultures dans de grandes propriétés (latifundia) appartenant aux familles de l'oligarchie. La production agricole ne répond donc pas aux besoins du peuple et le pays doit importer les céréales et les légumes qu'il pourrait produire. On ne trouve qu'une industrie légère, liée au textile et au secteur alimentaire.

SALT II : BEGIN ET CARTER DÉFINISSENT DES «PRINCIPES» POUR LA COURSE AUX ARMEMENTS

La négociation SALT II, entre les deux superpuissances, sur les armements nucléaires stratégiques, semble aujourd'hui pour l'essentiel achevée. La fin de cette négociation devrait être sanctionnée par la signature d'un traité américano-soviétique, au cours d'une rencontre au sommet, programmée pour la mi-juin, entre Brejnev et Carter, sans doute à Vienne. «Un message d'espoir pour tous les peuples du monde», a déclaré le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance; pourtant la course aux armements, élément de la rivalité acharnée entre les deux superpuissances, va se poursuivre, avec toutes les menaces qu'elle représente pour la paix mondiale.

Le traité SALT II prévu, serait valable jusqu'au 31 décembre 1985, prenant le relais des accords SALT I qui avaient expiré fin 1977. L'accord prévoit surtout la définition d'une série de «plafonds» dans le nombre et la capacité de destruction des missiles atomiques de chaque superpuissance.

Il n'est pas question pour elles de réduire leurs arsenaux nucléaires. Officiellement, la modernisation de ceux-ci devrait être seulement ralentie. Toutefois l'URSS et les USA s'accordent le droit de mettre en service chacun deux nouveaux systèmes d'armes, ce qui revient à perfectionner leurs fusées terrestres et leurs missiles sous-marins.

Un second point de l'accord consisterait en un «protocole» valable pour trois ans, et devant théoriquement limiter, durant cette période, la mise en service du bombardier soviétique «Backfire» et du missile de croisière US «Cruise». Les tentatives des deux superpuissances de faire échapper ces armes de «portée stratégique» aux limitations de SALT II, sont un des facteurs qui ont concouru à retarder leur conclusion.

DE SALT I A SALT II : UNE EVOLUTION NOTABLE

En principe, SALT II sanctionne la parité des arsenaux nucléaires entre l'URSS et les USA, et

souligne l'évolution intervenue depuis SALT I, conclu en 1972. Depuis, chacun des deux superpuissances a continué à développer son arsenal nucléaire en le perfectionnant et en fabriquant de nouveaux engins. Depuis tendent certains experts, en position de les dépasser alors qu'elle dispose déjà d'un avantage certain dans le domaine des armements conventionnels.

C'est un des éléments que mettent en avant certains sénateurs américains réticents vis-à-vis du nouvel accord. Ils avancent aussi l'argument selon lequel les Etats-Unis n'auraient pas —notamment avec la perte de l'Iran— les moyens de surveiller les essais d'engins nucléaires soviétiques, bien que les deux superpuissances s'engagent à ne pas camoufler leurs essais. En fait, les réticences existant au sein du Sénat américain renvoient, au-delà de SALT II, aux préoccupations présentes dans la bourgeoisie américaine vis-à-vis de la poussée de l'URSS à l'échelle mondiale ces dernières années, face à son rival américain. Carter voudrait d'ailleurs aborder, à la mi-juin, avec

Brejnev, l'ensemble des conflits régionaux et locaux à propos desquels les deux superpuissances se trouvent opposées. Rappelons que c'est pour aider à «débloquer» la situation au Sénat US, que Moscou, en accord avec Carter, a libéré récemment cinq dissidents, traités comme de simples espions par la dictature social-fasciste de l'URSS.

SALT III : L'EUROPE SUR LA SELLETTE

SALT II dit aussi annoncer une nouvelle négociation : SALT III, particulièrement importante pour l'Europe, puisqu'il s'agira alors de discuter pour la première fois de la réduction des armes nucléaires sur le continent européen, ce qui devrait inclure la force de frappe française, et contribuer à réduire encore toute velléité de défense autonome en Europe. Jusqu'ici, Giscard d'Estaing s'était opposé à la perspective de SALT III mais, avec la signature de SALT II, les pressions des superpuissances ne vont pas manquer de redoubler.

J. P. G.

Europe : solidarité des prolétariats et des peuples MEETING

Dimanche 20 mai à 14 h 30 Paris Mutualité
A L'APPEL DU PCR ml, DU PCML ET DE L'UCJR

La Turquie face au renouvellement de l'accord sur les bases américaines

Les Etats-Unis n'ont pas pu obtenir l'engagement définitif de la part du gouvernement turc que l'accord sur la présence de leurs bases militaires dans le pays serait renouvelé pour un an. L'accord qui expire en octobre prochain revêt une importance particulière lorsqu'on sait que les bases militaires américaines en Turquie doivent servir aux Américains pour surveiller la bonne application des accords SALT 2 avec l'URSS, sur la limitation des armements stratégiques. Les plus importantes de ces bases sont situées à 400 km de la frontière soviétique à Perinçik où les installations radars ont pu détecter des missiles soviétiques en vols d'essai, et à Sinok sur la Mer noire, où les installations d'écoute ont capté des communications militaires soviétiques. Sachant l'intérêt que les Etats-Unis mettent dans le maintien de ces bases, surtout après la perte de leurs installations en Iran, les autorités turques mettent comme pré-

visible au renouvellement de l'accord, l'accroissement de l'aide économique américaine à la Turquie, arguant du fait que «la défense ne peut être séparée des questions économiques». Le Premier ministre turc, Bülent Ecevit, menace même de se tourner vers l'URSS et les pays de l'Est, pour appuyer ses exigences : «Après tout, ne sommes-nous pas le plus proche voisin de ces pays (de l'Est NDLR) ? N'avons-nous pas plus de raisons, de meilleures possibilités que beaucoup de nos alliés occidentaux d'établir avec les pays socialistes une atmosphère de confiance ?» déclare-t-il dans une interview publiée mercredi par le journal *Le Monde*.

On sait que Moscou recherche beaucoup actuellement la création de cette «atmosphère de confiance» avec Ankara où plusieurs des principaux dirigeants militaires soviétiques ont effectué des visites, ces derniers mois.

● Bégin menace de «pacifier» le Liban

Poursuivant depuis plusieurs jours leurs attaques meurtrières contre les camps de réfugiés palestiniens et la population libanaise, l'artillerie et l'aviation israéliennes s'attaquent maintenant à d'autres objectifs comme en témoigne le bombardement de la raffinerie de Zahranî, située à 15 km au Sud de Saïda. Joignant la parole aux actes, Begin affirmait lundi à la Knesset qu'il était prêt à utiliser son «influence auprès des chrétiens du Liban pour assurer la pacification du pays». Begin qui s'arroge ainsi un droit de conquête sur le Liban, prétendant avoir «sauvé la communauté chrétienne de l'anéantissement» pousse encore plus loin l'ingérence lorsqu'il propose d'effectuer un voyage à Beyrouth, afin d'y rencontrer le président libanais Sarkis, «en terrain neutre», pour négocier la paix. L'Egypte demande aux USA d'intervenir auprès d'Israël pour mettre fin «à ses agressions contre le territoire libanais qui contredisent le plan de paix au Proche-Orient». Les autorités libanaises ont pour leur part saisi l'ONU, où le délégué libanais a réclamé «le retrait total d'Israël du Liban» et dénié à l'Etat sioniste «le droit de se proclamer protecteur de telle ou telle communauté libanaise».

● Rennes : Réunion-débat où en est la révolution chinoise ?

Réunion-débat animé par un membre de la délégation du PCR ml qui vient d'effectuer un voyage en Chine, vendredi 11 mai à 20 h 30, Maison de quartier de Villejean.

IRAN : LES SUITES DE L'AFFAIRE DU GROUPE «FORGHAN»

«L'impérialisme américain menace le peuple iranien»

déclare Khomeiny

Alors que sept personnes accusées d'appartenir à l'organisation islamique «Forghan» — qui a revendiqué l'assassinat du général Gharani et de l'Ayatollah Motahari — ont été arrêtées lundi à Téhéran, l'Ayatollah Khomeiny accuse les «agents américains» de se cacher derrière cette organisation «pseudo-religieuse». D'autre part, la nouvelle formation militaire du régime baptisée : les «gardiens de la révolution», a procédé mardi à l'exécution de 21 personnalités de l'ancien régime, dont 13 membres de la Savak et 5 militaires coupables de massacres contre le peuple iranien. Mercredi 7 serviteurs de l'ancien régime, pour la plupart d'anciens savakis, ont été également passés par les armes.

Par ailleurs, au grand port commercial de Khorramchahr, 1.800 dockers sont en grève pour protester contre les mesures d'économie portant atteinte à leur salaire, tandis que le syndicat des chômeurs menace de déclencher un mouvement d'actions populaires si leurs revendications ne sont pas satisfaites dans les prochains jours.

L'assassinat, il y a une dizaine de jours, de l'ayatollah Motahari continue de dominer l'actualité iranienne. On sait que cet assassinat ainsi que celui du général Gharani —ex-chef d'état-major, de l'armée, désigné par le nouveau régime après le renversement du pouvoir du Shah, et dont les sympathies pro-américaines étaient connues, avait donné lieu il y a quelques jours à une vaste campagne anticommuniste. Celle-ci, conduite à l'instigation de certains courants religieux,

visait non le parti Toudeh mais avant tout les organisations d'extrême-gauche. Cette campagne était loin de faire l'unanimité du mouvement religieux comme le confirment les propos que vient de tenir l'ayatollah Khomeiny qui accuse, dans toute cette affaire, l'impérialisme américain responsable, selon lui, de «complots dirigés contre la révolution».

Il y a quelques jours déjà, le leader religieux mettait en cause les «Anglais et les Américains» qui

«veulent anéantir notre révolution et semer la discorde chez nous», précisant que ces deux pays «fomentent des troubles dans le Kurdistan, le Caucase et la province pétrolière du Kouzistan». Dans une interview publiée mercredi par le journal *Le Monde*, Khomeiny va plus loin, lorsque faisant référence aux récentes arrestations de personnes soupçonnées d'appartenir au «Forghan», il accuse «les agents américains d'avoir fait assassiner le général Gharani et l'Ayatollah Motahari», ajoutant : «Ce sont les mêmes, qui ont servi le Shah, qui se camouflent derrière Forghan, une organisation pseudo-religieuse». Khomeiny a déploré le contrôle insuffisant des frontières qui permettent la «pénétration d'agents étrangers et la contrebande de quantités massives d'armement». Puis, il a lancé un appel en direction de la France pour qu'elle «ne s'associe pas aux complots que trament d'autres puissances contre la révolution iranienne».

Faisant également référence aux graves difficultés économiques que traverse actuellement l'Iran, et dont

une bonne part sont héritées de l'ancien régime, le leader religieux en appelle au «patriotisme des Iraniens» pour déjouer les intrigues de l'impérialisme et donner le temps au gouvernement de résoudre les problèmes qui se posent. Mais, les travailleurs ne semblent pas prêts à se placer dans l'alternative suivante : ou lutter contre l'impérialisme ou défendre leurs intérêts immédiats.

Soucieux au premier chef de l'indépendance du pays, ils font valoir, en même temps, actuellement, leurs revendications pour l'amélioration rapide de leurs conditions de vie et de travail. C'est ainsi que le puissant syndicat des chômeurs vient d'annoncer qu'il déclencherait un «mouvement d'actions populaires» si ses revendications n'étaient pas satisfaites dans les prochains jours, en particulier des mesures pour donner du travail. Les 1.800 dockers du port de Khorramchahr, quant à eux sont en grève pour protester contre des mesures d'économie qui portent atteinte à leurs salaires.

F.R.

UNE IMAGE DEFORMÉE DU PCF

De notre envoyé spécial

La première journée du 23^e congrès du PCF —mercredi— a été essentiellement consacrée au long rapport de Marchais. Comme on pouvait s'y attendre, il n'apporte rien de radicalement nouveau : il ne fait que développer et expliquer une ligne politique définie auparavant, à laquelle les congressistes n'auront qu'à donner leur accord. Ils y sont tout disposés, le système de filtrage des différentes conférences ayant si bien fonctionné que le congrès semble devoir être unanime.

Visiblement, les quelque 2 000 délégués présents ne sont pas venus pour débattre. A l'exception de quelques-uns d'entre eux, déjà désignés, ils n'interviendront à aucun moment. Hormis le rapport de Marchais, trois autres faits ont marqué la journée de mercredi. Tout d'abord, «l'élection» des commissions : celle de la résolution, celle des statuts, et celle des mandats. Sûr de lui, le président de séance, Roland Favaro, égrenait les noms proposés sans même regarder dans la salle s'il y avait une quelconque opposition. Visiblement, c'était impen-

sable. La quatrième commission, celle des candidatures pour le CC, n'a été désignée que jeudi : elle sera composée de plusieurs membres du CC sortant, ce qui est logique, et de représentants de chaque fédération, à raison d'un représentant par tranche de 5 000 adhérents.

Autre événement de la journée : la présentation des délégations étrangères. Cette présentation a permis de mesurer la cote de popularité des différents partis ou mouvements représentés au congrès du PCF. Ainsi ce sont dans l'ordre les représentants du Vietnam, de l'URSS, de l'île de la Réunion, de l'Iran et du Portugal qui ont été les plus applaudis. A l'inverse, et de manière quelque peu contradictoire, les représentants des pays de l'Est, et ceux de Cuba, n'ont été que très modérément applaudis. Quant aux représentants des régimes afghan et éthiopien, ils n'ont eu droit qu'à quelques applaudissements, visiblement sans enthousiasme : il s'est même trouvé dans la salle

des délégués qui n'ont pas du tout applaudi. Signe infime de contestation, mais comment celle-ci pourrait-elle s'exprimer autrement dans ce 23^e congrès ?

La journée de jeudi est quant à elle consacrée aux interventions. De ce point de vue, le ton a été donné par la première intervention, mercredi, celle de Chevallier, du Rhône. Sans le nommer, c'est une habitude, il s'en est pris violemment à Maurice Moissonnier, militant critique proche d'Althusser, ancien membre du comité fédéral du Rhône, et qui fut l'un des deux opposants à la conférence fédérale de ce département.

Jugeant probablement peu intéressantes les interventions, ou en connaissant déjà le contenu, Marchais s'est absenté du congrès jeudi matin, à 11 heures 30 pour tenir une conférence de presse. Il tentera de faire croire que l'image du 23^e congrès est celle du PCF aujourd'hui. Entreprise impossible quand on sait l'ampleur des interrogations qui traversent aujourd'hui ce parti.

Le rapport de Marchais

Le rapport prononcé par Georges Marchais avait une double fonction : il s'agissait à la fois de reprendre les idées exprimées dans le projet de résolution, en les développant, et également de répondre aux interrogations dans les domaines où elles s'étaient exprimées avec le plus de vigueur. Marchais a essayé de remplir ces deux objectifs.

Sans innover, il est d'abord revenu sur le caractère «avant tout national» de la crise, qui n'exclut cependant pas des causes internationales. Le projet du PCF, largement explicité dans la période pré-électorale de 77-78, n'a par contre été qu'effleuré, comme «solution à la crise de la société française». Le secrétaire général du PCF est ensuite revenu sur la situation internationale, qu'il définit comme étant «caractérisée par la poussée des pays socialistes et démocratiques». Cette poussée doit cependant être relativisée, et là, Marchais, parlant de «la division des

pays socialistes», s'en est pris violemment à la Chine socialiste : «Nous avons condamné l'agression injustifiable de la Chine contre le Vietnam. Nous considérons que l'aide apportée par le Vietnam au peuple cambodgien victime d'un génocide d'un autre âge ne peut servir d'argument, d'autant plus que les dirigeants vietnamiens n'ont cessé d'affirmer qu'ils n'étaient animés par aucune volonté hégémonique. Nous nous sommes félicités du fait que le conflit ait pu être stoppé, notamment grâce à l'attitude sage de l'Union soviétique». Marchais formu-

le deux autres griefs vis-à-vis de la Chine : elle désigne «l'URSS comme l'ennemi principal», et elle voit d'un bon œil la concertation européenne. Des propos de Marchais concernant la situation internationale, on notera également une série de propositions qui toutes vont dans le sens des propositions soviétiques, faites au nom de la détente. A propos de l'Europe, Marchais s'est évertué à présenter la RFA comme le fauteur de guerre numéro un, allant même jusqu'à dire : «Nous savons aussi que dans un système en crise les forces de la réaction mondiale ne reculeront devant aucun moyen pour assurer la survie de leur système. Nous ne sommes pas prêts d'oublier les leçons de l'histoire. Nous disons qu'un avenir sûr ne saurait se construire sur un tel oubli.

C'est donc en pleine conscience de nos responsabilités nationales — et aussi, je n'hésite pas à le dire internationales — que nous récusons toute perspective de faire de l'Allemagne de l'Ouest le modèle ou le suzerain de la France».

Il a également insisté sur la notion «d'eurocommunisme», qui n'est parait-il pas morte. A aucun moment Marchais n'a évoqué les divergences, pourtant nombreuses et sérieuses, qui opposent PCF, PCI et PCE.

Quel socialisme ?

Abordant la question du bilan globalement positif, le secrétaire général du PCF a joué la démagogie et l'ambiguïté, là encore : «Tout est fait aujourd'hui pour détourner les travailleurs, les peuples de la lutte pour la transformation sociale ; tout est fait pour ruiner les espoirs de tous ceux qui, dans les cinq continents, aspirent à une société plus juste, plus libre, plus humaine. Et quel meilleur moyen pour tenter d'y parvenir que de



donner aux peuples une image repoussante, désespérante du socialisme tel qu'il se construit déjà aujourd'hui, de l'Union soviétique à la Chine, de la Roumanie à Cuba, du Vietnam à la Yougoslavie ?

«Oui ou non, est-ce une bonne chose que les peuples concernés aient construit le socialisme, ou aurait-il mieux valu qu'ils ne le fassent pas ? Notre réponse à cette question est offensive et sans ambiguïté : oui, c'est une bonne chose, pour eux et pour nous».

En mélangeant ainsi sous le même vocable de socialisme, des pays aux régimes aussi antagoniques que la Chine socialiste et l'URSS social-impérialiste, Marchais cherchait bien évidemment à faire passer la notion de bilan positif pour l'URSS, sans trop s'apesantir sur la réalité de ce pays.

Quelle union ?

La deuxième partie du rapport de Marchais était consacrée à ce qu'il a défini comme la question clé du congrès, «l'union pour le changement démocratique». Là encore, chacun

dans le PCF pourra faire une lecture différente du même rapport : tout ce qui a été fait depuis six ans par le PCF était juste, mais le programme commun a semé des illusions. Ceux qui veulent à nouveau un accord au sommet avec le PS se trompent, mais il faudra bien, un jour, un tel accord.

Le PCF est exempt de toute erreur, mais la direction n'a pas assez lutté contre certaines tendances opportunistes, sans préciser lesquelles, etc...

L'histoire, Les intellectuels, Les jeunes

Enfin, Marchais a consacré, comme il se doit, la dernière partie de son rapport à la situation du PCF. Trois axes sont fixés : d'abord, l'étude du passé du PCF, avec comme objectif la rédaction d'une nouvelle histoire du PCF. Ensuite, une réflexion spécifique sur les intellectuels, dans la lignée de la réunion de Vitry, en décembre dernier. Enfin, le PCF entend accentuer son effort en direction de la jeunesse dans la mesure où la «guerre idéologique» déclenchée par «l'impérialis-

me» peut avoir des répercussions sur elle. En clair, le PCF craint de ne pas être en mesure de pouvoir canaliser à son profit la révolte de la jeunesse.

A plusieurs reprises au cours de son discours, Marchais s'en est pris aux oppositionnels, sans les nommer. Ainsi, à la fin de son discours :

«Quelques camarades décrivent la vie du parti comme s'il s'agissait d'un immense glacier immobile depuis des décennies, ou bien comme l'Apocalypse.

Que nos adversaires nous attaquent de cette façon, même en sachant pertinemment qu'ils nous calomnient, cela ne nous étonne pas. Que les Français qui ne nous connaissent que par ouï-dire se fassent une idée fautive de notre vie intérieure, cela ce conçoit. Mais que des adhérents de notre parti, parfois fort anciens, propagent les mêmes choses, cela me paraît parfaitement déplacé de leur part et en tout cas injustifiable».

Prudent, Marchais a terminé son rapport en fixant au PCF l'objectif d'un million d'adhérents, mais sans fixer de date précise.

Les délégations étrangères

88 délégations étrangères assistent au congrès, parmi lesquelles celles de nombreux partis révisionnistes. Parmi les délégations des partis étrangers, les applaudissements les plus fournis sont allés aux partis soviétique, vietnamien et cubain. La délégation soviétique, forte de quinze membres, était dirigée par Boris Ponomarev, chargé des rapports du PCUS avec les partis révisionnistes du monde, et connu pour la publication à leur intention d'un «rapport» en forme de directive sur les formes de prise de pouvoir.

Les représentants des régimes les plus inféodés à Moscou étaient remarqués, comme ceux d'Afghanistan et d'Éthiopie. Le PCF s'élève contre le fait que le prétendu FUNSK cambodgien n'ait pu obtenir de visa.

On notait également la présence de plusieurs mouvements de libération nationale : l'OLP, la SWAPO, l'African National Congress, la ZAPU, le Front Polisario et le Front populaire de libération de l'Érythrée. La direction du PCF a réussi le tour de force d'inviter dans la même enceinte un représentant du FPLE et un représentant du DERG éthiopien.